

SAISON 7

– printemps/été



DES SOULÈVEMENTS DE LA TERRE



2024



Cela fait maintenant 3 ans que les Soulèvements de la terre bataillent sans relâche contre ceux qui planifient le ravage. En mars dernier, suite à la manifestation de Sainte-Soline, l'État a voulu nous écraser par une répression mêlant l'arsenal anti-terroriste, et la dissolution administrative. Notre réponse a été de maintenir un rythme soutenu d'actions déterminées durant la saison 5, de Saint-Colomban à la Maurienne en passant par Rouen. La saison 6 s'est ensuite ouverte par une ZAD alpine au sommet de la Girose pour interrompre le chantier du 3e tronçon du téléphérique de la SATA. En octobre, une grande manif-action avec 6 cortèges coordonnés contre l'A69 a débordé le dispositif policier. En décembre, la saison s'est conclue par une vaste campagne d'actions décentralisées contre Lafarge et le monde du béton appelée par une large coalition d'organisations et appuyée par les comités locaux des soulèvements.

Quelques semaines auparavant, au terme d'une audience ubuesque, la dissolution avait fini par faire pschiiiiit. Bien que la menace répressive continue de planer au-dessus de nos têtes, nous sommes encore là, prêt-es pour une septième saison de blocages, d'occupations et de désarmements.

Nous continuons de creuser notre sillon : quitter le registre des petits gestes pour embrasser celui de l'action collective résolue, convertir les espoirs sans cesse déçus de transition écologique en résistance territoriales. Nous ouvrons aussi de nouvelles pistes pour arrimer davantage l'écologie aux luttes sociales et construire pas à pas des actions avec les travailleur-euses du BTP et du complexe agro-industriel.

Alors que s'ouvre la campagne pour les élections européennes, partout sur le continent l'extrême-droite monte en puissance, et s'inscrit dans une exaltation nationaliste de la terre. À rebours de ce repli réactionnaire comme de la campagne anti-écolo du gouvernement, nos actions visent à défendre et

reprendre les terres dans une perspective écologiste, anti-capitaliste, anti-patriarcale et anti-coloniale. Nous croyons dans nos capacités à agir pour une vie désirable dans un monde habitable où tous-tes puissent avoir accès à la terre, au logement et à l'alimentation.

Ces dernières semaines en France, deux fronts cristallisent particulièrement le retour de la terre et des questions agraires au cœur de la conflictualité politique contemporaine : d'un côté la révolte agricole, de l'autre la résistance acharnée contre les chantiers de l'A69. L'un des enjeux de la saison 7 est de continuer à articuler les résistances agricoles et écologistes, que nos adversaires cherchent à opposer par tous les moyens.



Révoltes agricoles

Depuis janvier, les paysan·nes ont quitté leurs terres et leurs bêtes pour bloquer des autoroutes, encercler les préfec-tures, prendre d'assaut Rungis et le salon de l'agriculture. Ce qu'expriment ces gestes, c'est que le système agricole actuel n'est plus tenable. Les éleveur·euses du Tarn l'ont affirmé d'emblée : si rien ne change, les fermes moyennes - dites « familiales » - vont disparaître et le métier de pay-san·ne avec.

Ces fermes sont prises en étau ; en amont par les industries qui leurs fournissent intrants, engrais, aliments, pesticides, et et en aval par celles de l'agro-alimentaire et de la grande distribution. Cette situation résulte de 50 ans de politiques publiques tournées vers l'agrandissement et l'industrialisa-tion. Elle se maintient via la politique de co-gestion établie entre le gouvernement, les lobbys agro-chimiques et la FNSEA. Ensemble ils volent le fruit du travail paysan.



En pleine révolte agricole, si le gouvernement laisse faire, c'est qu'il sait pouvoir compter sur le syndicat majoritaire pour capturer la colère. La FNSEA détourne les souffrances professionnelles et les difficultés existentielles pour focaliser stratégiquement ses revendications sur les jachères et les normes environnementales européennes. Le gouvernement se presse d'accéder à ce qui est compatible avec les desseins du complexe agro-industriel : le plan Ecophyto est mis à l'arrêt et l'empoisonnement de la terre, de l'eau et des paysan·nes continue de plus belle.

Derrière une unité mise en scène, de profondes inégalités divisent le monde agricole. Une ligne de fracture le traverse : d'un côté, une élite en col blanc qui ne milite que pour ses intérêts économiques ; de l'autre des travailleur·euses étouffé·es par le complexe agro-industriel. Parmi ces travailleur·euses, des paysan·nes qui triment - dans des fermes moyennes conventionnelles comme en agriculture biologique - et se voient dérober une large part des fruits de leur travail, mais aussi, une masse de salarié·es invisibilisée : des ouvrier·es agricoles enrôlé·es par l'industrie légumière ou viticole, des opérateur·ices d'abattoirs, des caissier·es de supermarchés.

Les agriculteur·ices sont incité·es par la FNSEA et la Coordination Rurale à se battre seul·es, à mener une lutte corporatiste. Pour neutraliser la critique de l'agro-industrie, maintenir la fiction de l'unité et générer un repli identitaire, on nous rabâche la ritournelle de « *l'agri-bashing* » : les agriculteur·ices seraient méprisé·es par le reste de la population. Cette rengaine a été une fois de plus démentie par le soutien populaire à la révolte. Pour nous, lutter contre le complexe agro-industriel, ce n'est pas stigmatiser les agriculteur·ices. Au contraire, c'est en s'attaquant à ce système qui concentre les terres, les aides et le capital que l'on pourra défendre les conditions de vie, le revenu et le métier des paysan·nes.

La Confédération Paysanne a tenté par ses actions - blocages des plateformes de la grande distribution, occupation du siège de Lactalis - de mettre en lumière certains fondements réels du « problème paysan » : la faiblesse des revenus et la concurrence destructrice imposée par le libre-échange. Or, ces problèmes ne sont pas propres au monde agricole, loin de là ! 40 ans après la

mort de Bernard Lambert, fondateur des Paysans-Travailleurs, le temps est venu de renouer avec un mouvement qui déborde le cadre corporatiste pour réinscrire les luttes paysannes dans la lutte des classes.

Nos adversaires traduisent chaque fois qu'ils le peuvent la colère agricole en une opposition identitaire entre «écologistes» et «agriculteurs». Nous nous efforçons de défaire cette capture du sens des événements par nos gestes, nos liens et nos stratégies de lutte. Nous croyons à certaines rencontres et refusons de rester figé-es dans les identités que l'on nous assigne. Là où nous reconsidérons ensemble quels sont les ennemis réels des paysan-nes, des alliances sont possibles. Nos actions le démontrent.

De part et d'autre, il s'agit au fond de défendre le métier de paysan pour éviter qu'il ne disparaisse au profit de robots travaillant dans des plaines saccagées. Il s'agit de promouvoir un modèle de polyculture-élevage qui protège la biodiversité et d'inventer de nouvelles manières de cultiver par temps incertain. Il s'agit de travailler sans s'empoisonner. Il s'agit que chacun-e ait les moyens de s'offrir une nourriture de qualité tout en assurant la rémunération des paysan-nes qui la produisent. Cela implique de court-circuiter le complexe agro-industriel, de mettre fin à ses marges prédatrices et à sa frénésie extractiviste.





Front anti-béton

Pour défendre la terre et les paysan·nes, encore faut-il maintenir les conditions de possibilité de l'agriculture : les terres nourricières et leur fertilité, la quantité et la qualité de l'eau, la stabilité d'un climat qui ne cesse de se réchauffer. C'est pourquoi nous voulons empêcher à tout prix que de nouvelles terres ne soient bétonnées, bitumées, artificialisées. Dans le Tarn, la lutte déterminée contre le projet de l'autoroute A69 entre Castres et Toulouse est le foyer le plus incandescent de cette lutte.

Et derrière l'autoroute A69, il y a 55 projets routiers majeurs contestés en France : 13 milliards d'argent public, pour stériliser les sols, fragmenter les habitats et étaler les tentacules de l'empire logistique. En face, se dressent partout des luttes et des résistances. Au pays des Sucs, les opposant·es se font

berger-es : la présence permanente d'un troupeau de moutons sur le tracé ralentit l'avancée des travaux de la RN88. À Rouen, avant même le premier coup de pelle, l'opposition réunit déjà des milliers de personnes résolues à défendre les terres et les forêts menacées ainsi que les espèces qui les peuplent. En Avignon, une nouvelle ZAD vient d'éclorre contre un projet de contournement routier qui menace sa ceinture verte.

Dans les années 90 en Angleterre, le mouvement des *roads protests*, alliant occupation de sites menacés et actions directes, avait abouti à l'arrêt du programme routier britannique. A l'automne dernier, Clément Beaune - alors ministre des Transports - a annoncé l'abandon imminent de certains projets, mais depuis : plus rien ! Il est donc nécessaire de continuer à s'opposer physiquement à l'avancée des chantiers pour arracher un moratoire sur l'ensemble des projets routiers ainsi que l'abandon immédiat et définitif d'une partie d'entre eux.

Du 9 au 12 Décembre dernier, la campagne de mobilisations contre Lafarge et son monde a démontré que partout pouvaient s'imaginer des surgissements face aux infrastructures du béton et du bitume. En parallèle, de la Bretagne à l'Ariège, des collectifs en lutte contre des sablières ou des gravières se structurent, se rencontrent et montent en puissance. Ensemble, nous apprenons à perturber significativement les rouages bien huilés qui relient les carrières, les centrales à béton et les chantiers qui partout se multiplient.

La saison 6 s'est clôturée par l'annonce de l'abandon du projet d'extension de carrière Lafarge à Saint-Colomban, fruit de plusieurs années d'actions communes menées par le collectif "La tête dans le sable" et les Soulèvements de la terre. S'il reste encore là-bas un autre projet de carrière à enterrer, nous pouvons d'ores et déjà nous projeter dans la réappropriation des terres agricoles sauvées par les paysan-nes et les habitant-es du coin pour nous assurer qu'elles ne soient pas accaparées par les grosses firmes du muguet et de la mâche. C'est en multipliant partout ce type de victoires sur le terrain que nous pourrons articuler concrètement la lutte écologique contre la destruction des milieux et la lutte pour l'émancipation paysanne face à la mainmise du complexe agro-industriel.



Détricoter les filières mortifères

Pour forcer à un changement de modèle, il nous faut parvenir à détricoter systématiquement les filières mortifères. En tirant sur le fil d'une filière, c'est toute la pelote du capitalisme qui vient avec. Ce sont ces fils qui relieront entre elles les différentes actions de la saison 7 des Soulèvements de la terre.

I — Méga-bassines : remonter la filière maïs pour faire sauter un maillon de la chaîne agro-industrielle

Impossible de comprendre pourquoi le gouvernement et la FNSEA s'accrochent à ce point aux chantiers de méga-bassines sans saisir leur fonction éminemment stratégique pour la céréaliculture industrielle, et en particulier la filière maïs. Celle-ci représente 18 % de l'eau consommée en France. Elle se situe au croisement de plusieurs enjeux majeurs : les OGM anciens et « nouveaux », l'approvisionnement des élevages hors-sol concentrés dans les fermes-usines, la place démesurée de l'export dans la production agricole française, la méthanisation, l'usage effréné d'herbicides et de fongicides, et bien sûr l'eau et son partage.

Continuer à se battre pour arracher un moratoire sur les méga-bassines, ce n'est pas s'en prendre aux fermes ou aux agriculteur·ices, mais bien cibler les méga-coopératives du secteur. Ces projets ne répondent pas aux besoins en eau des paysan·nes, mais à ceux des multinationales comme Pioneer et Limagrain. Continuer d'investir dans cette filière en creusant des bassines qui demain ne se rempliront pas, c'est repousser le nécessaire changement de modèle agricole. Le rendement du maïs sur l'année 2022 s'est effondré de 54 % à cause du changement climatique. Or cette année "exceptionnelle" est appelée à devenir le nouveau standard. Avec le système bassines, le complexe agro-industriel enferme les agriculteur·ices dans une impasse économique et existentielle. L'agro-écologie doit prendre le pas sur cette mal-adaptation au changement climatique, même la Cour des Comptes en a convenu récemment.

Alors que se profile la commémoration des 1 an de Sainte-Soline, rendez-vous est pris le 11 mai dans le Massif Central pour lutter contre le projet de construction des deux plus grosses méga-bassines de France au profit de la multinationale Limagrain et de sa production de semences de maïs. Partout où des projets de bassines voient le jour, des révoltes semblables à celle du marais poitevin éclateront. Ce premier acte de la saison sera un échauffement avant de se retrouver pour une nouvelle mobilisation internationale pour l'eau en Deux-Sèvres, à la veille des Jeux Olympiques, du 15 au 21 juillet.

2 – S'organiser pour enrayer la logistique du désastre

Chaque année, plus de 2 millions de m² d'entrepôts sont construits en France, dans une dynamique d'artificialisation dont la courbe de croissance est exponentielle. Pour alimenter ces entrepôts, il faut des routes, des autoroutes, des camions à n'en plus finir, des avions-cargos, des porte-conteneurs et des ouvrier-es qui y laissent leur santé. À travers ces infrastructures et leurs multiples ramifications, l'empire logistique broie le vivant, grignote les terres fertiles, rase les forêts, nous étouffe sous le bitume et le CO₂ et s'accapare les fruits de notre travail. Ce secteur est stratégique. Il soumet tous les territoires à la tyrannie du marché global. En transportant tout et n'importe quoi à bas coût, l'empire logistique produit de la délocalisation, du dumping social, de la sous-traitance et des boulots pourris.

En retraçant les filières du béton, du maïs ou des colis, on tombe inévitablement sur la logistique. C'est elle qui fait circuler les biens et les matières aux quatre coins de la planète, qui rend possible une production déconnectée des territoires, hors de portée et de maîtrise des habitant-es et des travailleur-euses. C'est pour elle que s'ouvrent toujours plus de nouveaux chantiers routiers et d'entrepôts.



Cette gigantesque machine s'organise autour d'axes stratégiques, des "corridors" le long desquels elle concentre ses forces, mais aussi ses faiblesses. Ce faisant, elle connecte malgré elle des luttes locales et des luttes sociales auxquelles elle offre des prises communes. Ainsi les projets d'A133-134 dans la région rouennaise, de canal pharaonique Seine Nord-Europe et d'entrepôt géant en Seine-Saint-Denis s'inscrivent dans un même continuum, comme les résistances locales à ces aménagements.

Cette saison, nous vous donnons rendez-vous du 24 au 26 mai en Seine-Saint-Denis, au cœur de la métropole du Grand Paris. Les promoteurs et l'État veulent y construire une méga-plateforme logistique : Greendock! Cette manif-action sera une première étape pour stopper ce projet et défendre les espaces de fraîcheur et la biodiversité au cœur des banlieues populaires. Nous nous retrouverons ensuite de nouveau en masse les 8 et 9 juin contre le projet d'autoroute A69, en ouverture d'une série d'actions décentralisées de la Déroute des Routes annoncée pour la troisième semaine de juin.

De leur conception jusqu'au dernier coup de truelle, nous sommes là pour mener la résistance à chaque projet et atteindre le seuil critique à meme de les faire tous tomber.

D'une saison à l'autre : Tisser la trame du mouvement

Si le mouvement a pris son essor en s'organisant autour de calendriers d'actions saisonnières, il se déploie aujourd'hui sur un ensemble d'autres dimensions. Des dynamiques au long cours se construisent. Le maillage territorial des comités locaux se renforce. Les premiers Greniers des Soulèvements voient le jour. Autour, des réseaux cousins des Soulèvements, "Naturalistes des terres", "Bâtitseur·euses des terres", "Grimpantes des terres", s'organisent pour renforcer les actions sur la base de pratiques et passions communes.



Des enquêtes sur Lafarge et la filière maïs construisent pas à pas une compréhension commune de ce qui nous fait face. Des rencontres avec des ouvrier.es agricoles ou des travailleur.euses sans-papiers du BTP élargissent progressivement le champ de nos actions et de nos alliances. Des groupes de veilles foncières, d'appui à l'installation et d'interventions face à l'accaparement des terres s'élaborent en lien avec des comités locaux et des organisations paysannes.

Les rencontres dans des pays voisins ou plus lointains ouvrent à diverses alliances internationales. En ce mois de mars, une tournée en Allemagne a permis de comprendre comment l'impressionnant mouvement d'action directe de masse contre les mines de charbon, Ende Gelände, se recompose, entre autres, autour des enjeux de protection de l'eau sur différents territoires. Une ZAD s'est installée pendant notre voyage aux portes de Berlin sur une forêt et des nappes phréatiques menacées par l'extension d'une usine Tesla, usine par ailleurs mise à l'arrêt 10 jours par une action de désarmement. Début septembre, nous appellerons à rejoindre la mobilisation des camarades vénitiens contre des "bassines des neiges" prévues pour les JO d'hiver dans les Dolomites. Des rencontres s'organisent par ailleurs en France pour imaginer des formes d'actions communes avec des collectifs décoloniaux, ici ou ailleurs.

Les Soulèvements de la terre n'ont pas fini de se métamorphoser et de grandir. Mais des premières secousses qui ont vu émerger le mouvement aux bouleversements majeurs qu'il appelle de ses vœux, il y a encore un gouffre. Nous avons besoin de toutes les énergies pour le combler ; pour quitter la sidération et le fatalisme que suscite bien souvent la crainte de l'effondrement, pour raviver la possibilité d'un basculement.





Rejoignez votre comité local le plus proche !

L'année 2023 a vu fleurir plus de 200 comités locaux : si beaucoup sont nés dans un geste de solidarité pour neutraliser la tentative de dissolution, ils ont depuis pris leur envol tout au long de ces derniers mois, consolidant leurs rangs et leurs espaces d'organisation. Chaque comité constitue un nouveau point d'ancrage pour notre jeune organisation, un nouvel espace d'enquête, de veille écologique et foncière pour dessiner toujours plus précisément la cartographie des projets toxiques et de leurs ramifications. Ils sont un espace de composition depuis lequel organiser des actions locales ainsi qu'une nouvelle chambre de résonance, de mobilisation et d'organisation pour participer aux actes nationaux.

Les rencontres intercomités régionales se sont multipliées à travers tout l'hexagone, donnant naissance à de nouvelles coordinations d'actions : le franc succès des journées internationales contre le monde du béton (avec plus de 50 actions en 4 jours) et des actions de boycott économique de Carrefour en soutien à la Palestine témoignent de la vitalité des comités.

Pour s'engager plus activement dans la dynamique des Soulèvements, le mieux est encore de rejoindre le comité le plus proche de chez vous. La carte des comités avec leurs divers contacts est disponible ici : <https://lessoulevementsdelaterre.org/en-eu/comites/la-carte-des-comites>

Greniers des Soulèvements

<https://lessoulevementsdelaterre.org/comites/appele-a-constituer-des-greniers-des-soulevements>

Plusieurs collectifs et comités locaux ont décidé de cultiver des fruits et légumes pour ravitailler les inter-cantines qui accompagnent les mobilisations des Soulèvements de la terre depuis plusieurs années. Les liens se tissent et les greniers s'équipent ! Ils ont contacté l'Atelier Paysan qui souhaite les accompagner dans la conception et la diffusion de technologies paysannes adaptées à des chantiers collectifs. C'est pour nous l'occasion d'apprendre collectivement à cultiver, de construire nos propres infrastructures, de se doter d'un ensemble de lieux et de terres. Les premiers semis sont lancés, les pousses de choux montrent le bout de leur nez. Ils seront mangés lors des prochaines mobilisations des Soulèvements.

LES GRENIERS DES ≡ S'ORGANISENT !

Si vous voulez rejoindre la dynamique des greniers, un mail ici : greniers-sdt@riseup.net

*Et chuuut... il paraît qu'une nouvelle dynamique se lance :
Les Caves des Soulèvements ! Elles offriront de belles cuvées
pour les mobilisations de la prochaine saison.*

Grimpantes des terres

Que ce soit pour se rendre à la cîme des arbres, bloquer des centrales à béton, occuper des grues, des bâtiments, ou accrocher des banderoles imprenables, l'escalade accompagne les actions des Soulèvements. Les Grimpantes des terres, c'est un réseau naissant de grimpeur-se-s issu-e-s de tout les domaines de la corde, mettant leurs compétences spécifiques au service des luttes locales, guidé-es par la préservation et la défense du vivant, et refusant toutes formes d'oppressions systémiques au sein de leur collectif.

Pour les joindre ou les rejoindre : grimpantesdtr@espi.v.net

Premières secousses!
- le 19 avril - sortie du livre
des Soulèvements de la terre
aux éditions La Fabrique

Après la sortie aux éditions du Seuil de “On ne dissout pas un soulèvement”, barricade de papier façonnée par des voix complices, va paraître ce printemps aux éditions La Fabrique “Premières secousses”. Écrit par des dizaines de mains, depuis le cœur battant du mouvement, son élaboration a ouvert un vaste chantier théorique inachevé. Ce livre entremêle récits vivants des saisons passées et tentatives de formuler les hypothèses politiques qui structurent nos actions, les paradoxes auxquels nous sommes confronté-es, et les positions qui nous tiennent. Il esquisse les prémisses d’une pensée pragmatique en mouvement et permet de dépasser les cadres trop étriqués des appels à mobilisations, des réseaux sociaux et des espaces de contre-offensive médiatique. Il invite à engager partout, au sein des comités locaux et au-delà, des discussions passionnées et approfondies sur nos perspectives politiques au long cours.





CALENDRIER DE LA SAISON 7 printemps - été 2024

– 22-31 MARS –

SAINTE-SOLINE, 1 AN APRÈS UNE SEMAINE DE COMMÉMOR'ATIONS

► **Melle (79) et partout en France**

Acculé par les succès des manifestations anti-bassines, le gouvernement tente le 25 mars 2023 de briser le mouvement sous une pluie de grenades assourdissantes et mutilantes. Plus de 5000 grenades sont tirées par les gendarmes sur les défenseurs-ses de l'eau présent-es dans les champs de Sainte Soline pour éviter un nouvel envahissement du cratère.

Le gouvernement sort depuis les gros moyens pour se dédouaner de choix prémédité de brutaliser pour protéger les profits de l'agro-industrie. Cette répression inédite s'est accompagnée ces derniers mois d'une opération de criminalisation des manifestant-es : «éco-terroristes», tentative de dissolution, procès, commission d'enquête, ...

Un an après, le collectif Bassines Non Merci organise une semaine d'actions pour ne pas oublier les violences commises par l'État ce 25 mars 2023, pour envoyer un message de soutien aux blessé-es, et montrer que malgré le choc de Sainte-Soline, le mouvement est toujours bien décidé à arrêter ces foutues bassines.

Avant de se retrouver dans le Poitou en juillet prochain, nous vous invitons aux différents moments de cette semaine de «commémor'actions», notamment le samedi 23 mars à Melle

(79) pour la construction d'un cairn et un tournoi de pétanque « On est toujours là, ils ont les boules », ainsi que le lundi 25 mars partout en France pour des « méga-boums contre les méga-bassines et les violences policières ».

Toutes les infos pratiques ici : <https://bassinesnonmerci.fr/index.php/2024/02/22/sainte-soline-1-an-apres-mars-2024/>

– 11 MAI –

RANDEAU FESTIVE ET DÉTERMINÉE POUR LA DÉFENSE DE L'EAU

CONTRE LES DEUX PLUS GROSSES BASSINES
DE FRANCE EN PROJET EN AUVERGNE

► Puy-de-Dôme

Depuis plusieurs années, une poignée d'agro-industriels tente de s'accaparer l'eau un peu partout dans le pays. C'est maintenant au coeur de l'Auvergne, dans la plaine céréalière de la Limagne (à l'est de Clermont-Ferrand - 63), qu'avance le plus grand projet de giga-bassines jamais conçu en France : 2,3 millions de m³ d'eau sur 330 000 m² de bâche plastique !

Officiellement, le projet est porté par l'ASL des Turlurons, composée de 36 exploitations agricoles dont font partie le président de la multinationale Limagrain (4^e semencier mondial) et 5 de ses administrateurs. Officieusement, c'est donc bien Limagrain qui pousse ce projet, dans l'intérêt de sécuriser sa production de maïs semence destinée à l'exportation, le tout financé à 70% par de l'argent public !

Ces giga-bassines se rempliront directement par pompage dans un des affluents de la Loire, l'Allier. La zone est pourtant classée Natura 2000 et supporte localement l'alimentation en eau potable de plus de 200 000 habitant-es. Cet accaparement va de pair avec la dégradation des sols, l'assèchement des écosystèmes, l'anéantissement de la biodiversité et la pollution des eaux par l'usage intensif de la chimie agricole.

Alors que les périodes de sécheresse sont de plus en plus fréquentes, longues et sévères, alors que l'approvisionnement en eau potable des populations est gravement menacé en Limagne et ailleurs, nous n'acceptons pas que l'agro-business s'accapare l'eau pour maintenir un modèle qui ne sert que quelque un-es.

Le 11 mai prochain, avant même le début des travaux, rassemblons-nous pour faire entendre une opposition ferme et déterminée !

BNM63, la Confédération Paysanne, Extinction Rebellion et les Faucheurs Volontaires donnent un premier rendez-vous avec les Soulèvements de la terre pour une randonnée pédagogique, festive et artistique.

En défense de l'Allier, de ses affluents et des terres qui l'entourent, pour une agriculture paysanne contre l'emprise hégémonique et dévastatrice de l'agro-business :

NO BASSARAN!

GLACIER DE LA GIROSE

UN MASSIF QUI SE RASSEMBLE

► Dans les Alpes et les hauteurs de La Grave

Après le blocage des travaux du 3^e tronçon du téléphérique à l'automne, l'équipe glaciaire des Soulèvements de la terre continue de veiller sur le glacier de la Girose. L'hiver a laissé le temps à plusieurs organisations de se rencontrer et s'organiser. Aucune information ne peut le confirmer pour l'instant mais si les travaux devaient reprendre à la fonte des neiges, ces dernières se tiennent prêtes à agir et à retourner sur place.

Restez informé·es sur le canal Telegram des Soulèvements Alpains pour les rejoindre de mille manières : https://t.me/comites_alpins

Et pour plus d'informations sur la lutte contre le troisième tronçon du téléphérique : <https://lagrave-autrement.fr>

– 24-26 MAI –

STOP GREENDOCK LOGISTIQUE EN PANIQUE

► Île de France

Dans la banlieue nord de Paris, sur le lit majeur de la Seine, un monstre logistique sommeille...

Ce monstre, c'est le projet d'entrepôt géant auquel rêvent le promoteur Goodman, l'un des leaders mondiaux de l'immobilier logistique, et HAROPA, grand projet de port fluvio-maritime entre Le Havre et Paris.

Une fois mis sur pied dans le port de Gennevilliers, le monstre « Greendock » aurait besoin, pour fonctionner, de 1200 rotations/jour de camions, dans une région où la pollution de l'air est déjà responsable d'un décès sur dix. En face du futur entrepôt : une zone Natura 2000, où nichent plusieurs espèces d'oiseaux protégées, qui pâtiraient jour et nuit de la pollution lumineuse et sonore. Un entrepôt de plus, dans une banlieue déjà saturée d'infrastructures logistiques, de CO₂, subissant tous les dégâts écologiques et sociaux de projets absurdes destinés à servir la métropole.

Si les bâtiments ne sont pas encore sorti de terre, les travaux pourraient commencer courant 2024. La pression monte et, aux réseaux de routes, s'opposent des réseaux de luttes. À l'appel du comité local Plaine Tempête (93 nord), les comités locaux des Soulèvements d'Île-de-France et d'autres collectifs s'opposant à des projets logistiques pointent du doigt ceux qui soutiennent un projet déjà décrié par un collectif de riverain-es et les mairies des communes alentour.

Le capitalisme mondialisé repose sur la démultiplication de ces infrastructures logistiques. Mais si ces dernières sont sa condition d'existence, elles sont aussi son talon d'Achille. C'est pourquoi, le week-end du 24-25-26 mai, contre Greendock et son empire, entravons les flux logistiques et dessinons les berges que nous souhaitons avoir ! Sur tous les axes, sur terre, sur l'eau, les mots d'ordre seront les mêmes : blocage et piraterie !

8-9 JUIN
A69 ACTE 3

► **Entre Castres et Toulouse**

En avril et octobre 2023, nous avons été des milliers à nous rassembler pour dénoncer et tenter de mettre un terme à l'autoroute A69 Castres-Toulouse, dénonçant un projet hérité du siècle passé et triplement néfaste : inutile, écocidaire et antisocial.

En 2023 et 2024, la résistance a été portée au niveau national et même international, sans pour autant faire fléchir les décideur-euses politiques, épaulé-es de leurs amis concessionnaires Atosca/NGE et de l'appareil judiciaire et policier.

La détermination à défendre les terres menacées d'artificialisation, à lutter contre une infrastructure antisociale et à promouvoir des alternatives de résilience aux enjeux climatiques s'est illustrée de multiples manières : recours juridiques, occupations dans les arbres et au sol, débat à l'Assemblée Nationale, rassemblements, venues d'activistes et artistes connus de tous-tes, désarmements d'engins de chantier, grèves de la faim et de la soif, projet d'aménagement alternatif Une Autre Voie... Des actions de solidarité dirigées contre les acteur-ices du projet partout en France ont renforcé notre détermination et des centaines de personnes ont convergé pour renforcer les occupations sur place. Les multiples lieux d'occupation sur le trajet appellent à être rejoints dès maintenant !

L'État tente vainement d'enterrer la contestation via un puissant appareil répressif, mais le Sud-Tarn résiste ! Contre l'autoroute et toute sa chaîne de production, des gravières en Ariège aux centrales à bitume en Haute-Garonne et Tarn, convergeons massivement dans le Sud-Ouest, pour une mobilisation populaire de grande ampleur. Bloquons les chantiers de l'A69 et reprenons les terres accaparées par Atosca/NGE.

Retrouvons-nous pour un prologue le 1er juin en Ariège contre les gravières, d'où un convoi partira pour rejoindre l'Acte 3 contre l'A69 les 8 et 9 juin 2024 ! Continuons d'élargir la brèche ouverte contre l'A69 et son monde !

NO MACADAM !

– 19-20 JUILLET –

MOBILISATION INTERNATIONALE STOP MÉGA-BASSINES

VILLAGE DE L'EAU DU 15 AU 21 JUILLET

► **Marais poitevin & alentours**

Fin juillet prochain, alors que les regards du monde entier se porteront sur la parade fluviale des Jeux Olympiques à Paris, il s'agira de confluer pour remporter la plus essentielle des épreuves : trouver les gestes communs pour que l'eau soit enfin protégée dans ce pays et partout ailleurs.

Malgré le verdict des tribunaux sur l'inadaptation des bassines au changement climatique, malgré la colère qui grandit au fur et à mesure que l'eau nous est dérobée, malgré l'opposition toujours croissante, les bassines débâchées et les grilles qui continuent de tomber, ils tentent le passage en force. Deux nouveaux chantiers de méga-bassines ont démarré cet automne dans les Deux-Sèvres, d'autres sont annoncés dans les départements voisins. Puisque le gouvernement se refuse toujours à un moratoire, il nous revient de le mettre en oeuvre nous-mêmes. Pour cela, il nous faudra converger bien plus nombreux-ses qu'à Sainte-Soline, en réinventant nos manières de faire cortège et de nous protéger, de nous déployer à travers le territoire et d'impacter le système bassines. Les journées de manifestation seront précédées d'un campement de plusieurs jours rythmé par des rencontres entre mouvements pour l'eau du monde entier, des ateliers, formations et fêtes. Un appel a été lancé à rejoindre ce village de l'eau en convois de vélos, voitures, tracteurs, piétons, venus des six coins de l'hexagone et d'au-delà.

– 2-8 SEPTEMBRE 2024 –

DE LA VENISE VERTE À LA LAGUNE DE VENISE

EN ROUTE POUR DÉFENDRE L'EAU
PAR-DELÀ LES FRONTIÈRES

► **Marais poitevin jusqu'à Venise**

Dans le massif montagneux des Dolomites, au nord de la lagune de Venise, des infrastructures d'accaparement de l'eau sont en projet pour assurer la production de neige artificielle en vue des Jeux Olympiques et Paralympiques d'hiver 2026. Le Camp Climat de Venise, avec le soutien des réseaux écologistes italiens, appelle à une grande mobilisation du 6 au 8 septembre 2024 pour désarmer ces projets néfastes et défendre la lagune.

Dans le prolongement des mobilisations internationales contre les bassines dans le Poitou, une délégation composée de représentant-es de Bassines Non Merci et des Soulèvements de la terre partira le 2 septembre de la Venise verte du Marais poitevin pour rallier la mobilisation en Vénétie, avec le désir de manifester une solidarité réciproque entre les luttes pour la défense et le partage de l'eau.

Cette délégation pourra être rejointe au départ ou en cours de route lors de soirées-étapes, notamment le 3 septembre dans les Alpes françaises où l'opposition aux JO d'hiver 2030 grandit, ainsi que les 4 et 5 septembre dans la Val Susa, vallée de résistance historique au projet de LGV Lyon-Turin.

Préparez-vous à prendre part à cette grande traversée vénitienne pour l'eau. *Duri i banchi!**

**Expression vénitienne qui signifie "Accrochez-vous!"*

PERSPECTIVES FUTURES DES LUTTES QUI VIENNENT ET QUI REVIENNENT

Au moment de boucler le calendrier de cette saison printemps/été 2024, il nous semblait important de mentionner des luttes amies sur lesquelles nous nous sommes parfois déjà retrouvés, et qui construisent d'ores et déjà des temps forts à venir au-delà de la saison 7.

Ce sera notamment le cas de Saint-Colomban, en Sud-Loire, où la récente victoire sur Lafarge qui a renoncé à l'agrandissement d'une des deux carrières du bocage appellera rapidement à une nouvelle mobilisation pour contraindre GSM, l'autre cimentier du secteur, à faire de même sur la seconde.

En parallèle, nous resterons en lien avec la résistance au développement des grands projets ferroviaires inutiles, à l'instar du Lyon-Turin qui avait déjà donné lieu à une mobilisation en juin dernier mais également du Grand Projet ferroviaire du Sud-Ouest (GPSO) qui prévoit de relier par LGV Bordeaux, Toulouse et Dax avec des impacts destructeurs sur un ensemble de territoires, dont la très belle vallée du Ciron...

CONTACT

Site web et inscription à la newsletter :
<https://lessoulevementsdelaterre.org>

Mail : lessoulevementsdelaterre@riseup.net

Facebook : [Les Soulèvements de la terre](#)

X (anciennement Twitter) : [@lessoulevements](#)

Instagram : [@les.soulevements.de.la.terre](#)

Télégram : t.me/lesamiesdessoulevements

À VENIR

- **22-31 MARS** **SAINTE-SOLINE, 1 AN APRÈS** p.21
 - ▶ Melle (79) et partout en France
-

- **11 MAI** **RANDEAU FESTIVE ET DÉTERMINÉE**
 - POUR LA DÉFENSE DE L'EAU** p.22
 - ▶ Puy-de-Dôme
-

- **?** **GLACIER DE LA GIROSE** p.23
 - ▶ Dans les Alpes et les hauteurs de La Grave
-

- **24-26 MAI** **STOP GREENDOCK**
 - ▶ Île de France
-

- **8-9 JUIN** **A69 Acte 3** p.24
 - ▶ Lieu : entre Castres et Toulouse
-

- **19-20 JUILLET** **MOBILISATION INTERNATIONALE**
 - STOP MÉGA-BASSINES**
 - **15 - 21 JUILLET** **Village de l'eau**
 - ▶ Marais poitevin & alentours
-

- **2-8 SEPTEMBRE 2024** **DE LA VENISE VERTE**
- À LA LAGUNE DE VENISE**



